

**États généraux de l'alimentation -  
PAC - Discours de M. Stéphane  
Travert, ministre de l'agriculture et  
de l'alimentation  
(Paris, 20 juillet 2017)**

La promesse du président de la République qui nous réunit ce matin, cet engagement à ce que tous les agriculteurs puissent vivre dignement de leur travail par un juste prix payé, quelles que soient leurs productions, nous oblige. Il faut dépasser nos différences d'approche et progresser ensemble. Pour cela, nous avons besoin de poser un questionnement commun.

Ce questionnement doit être étayé par le partage d'éléments objectifs sur la situation économique des filières agricoles et alimentaires françaises, sur la création de valeur et sur la répartition de cette richesse entre les différents maillons de la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur.

Consommateurs, nous le sommes tous et tous nos concitoyens aussi. L'alimentation concerne tout un chacun dans sa qualité de vie au quotidien, sa santé, son pouvoir d'achat, la qualité de son environnement... Tous ici, nous savons que le poids économique et social de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la pêche, est essentiel pour la France.

L'agriculture et l'agroalimentaire pèsent à eux seuls 11% du produit intérieur brut et emploient 1,2 million de personnes.

Certes, la pêche et l'aquaculture, avec 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, ont un poids plus faible à l'échelle nationale mais ces filières sont des poumons économiques avec leur impact de cohésion sociale pour certains territoires.

La France, premier pays de l'Union bénéficiaire des aides de la politique agricole commune (PAC) est aussi la première puissance agricole et agroalimentaire en Europe.

Ces secteurs sont structurellement exportateurs, avec plus de 9 milliards d'euros d'excédent commercial en 2016, 60% de ces exportations étant à destination de l'Union européenne.

Analyser et partager les forces et les faiblesses de nos filières doit nous permettre de mieux comprendre les problèmes structurels pour mieux les surmonter et prendre en compte les aléas conjoncturels.

Or, au-delà des chiffres préoccupants des comptes 2016 de l'agriculture que j'évoquais tout à

l'heure, qui ne peuvent que retenir toute notre attention, nous pouvons relever plusieurs faiblesses dans nos filières.

Je prendrai quelques exemples :

- nos exportations restent dominées par les vins et spiritueux, les céréales et les produits laitiers ;
- en dix ans la France a glissé de la troisième à la cinquième place des plus importants pays exportateurs ;
- certains secteurs connaissent des retards d'investissements pour assurer une réelle compétitivité économique qui permet une performance sociale, environnementale et sanitaire des modes de production, essentielle pour répondre aux enjeux de la transition écologique et de la biosécurité ;
- Outre-mer, le poids économique et social des industries agroalimentaires est encore fortement concentré sur quelques filières structurantes ;
- la culture de prévention et de gestion des risques face aux menaces naturelles n'est pas encore très développée. Les agriculteurs, les pêcheurs et plus largement les filières agroalimentaires n'ont pas suffisamment recours aux nombreux outils à leur disposition alors même que les risques augmentent.
- la volatilité des prix de la production agricole s'accroît. En 2016, ils sont orientés à la baisse pour le lait, les bovins viande, le blé, les prix à la production mais progressent en revanche pour le porc, les fruits et légumes ; ils sont quasi stables pour les volailles. Une nouvelle baisse des prix s'observe également pour les produits des industries alimentaires, en recul en 2016 pour la troisième année consécutive. Quant aux prix à la consommation alimentaire, ils progressent légèrement en 2016 par rapport à 2015.

Ces éléments de constat, variés mais complémentaires, doivent nous conduire à nous interroger et je voudrais partager avec vous quelques premiers éléments de questionnement :

Nos filières sont-elles suffisamment organisées ? Ne faut-il pas aller vers plus de contractualisation, ou encore la mise en place d'organisations de producteurs et d'interprofessions plus structurées ?

Le dialogue entre les différents maillons, de la production à la distribution gagnerait-il à être plus développé ?

L'augmentation de la création de valeur ne suppose-t-elle pas des liens plus étroits entre la

recherche française, qui se situe au meilleur niveau international, l'enseignement supérieur et le monde économique ?

L'élaboration d'une vision partagée, une meilleure mobilisation collective, des négociations commerciales plus sereines ne permettraient-elles pas d'éviter un «appauvrissement» des filières et de réduire leur vulnérabilité face aux crises économiques, climatiques et sanitaires dont on a constaté les dégâts ces dernières années ?

Comment mettre concrètement l'enjeu social au coeur de nos préoccupations pour chacun des maillons des filières ?

Comment rendre les métiers et les formations de ces secteurs plus attractives, sachant qu'ils bénéficient d'un marché de l'emploi porteur ?

Ce sont ces questions que je verse au débat ce matin, sachant que l'objet de cette journée de travail est d'enrichir le questionnement initial dont chaque atelier sera appelé à se saisir.

Ces États généraux de l'alimentation traduisent notre volonté d'engager avec détermination une reconquête de la valeur dans les filières françaises, condition indispensable au maintien sur les territoires des entreprises agricoles et à une juste rémunération des acteurs de toutes les filières./.

(Source : site Internet du ministre de l'agriculture et de l'alimentation)